Prof. Dr Paul Monzambe Mapunzu

Docteur en agronomie, professeur à la Faculté des sciences techniques,
Université de Kinshasa Ngaliema
Secrétaire perpétuel de l'ANSD

(2000)

**“Synthèse du rapport préparé
par le groupe de contact de la CEFDHAC
portant sur le plan d'action stratégique
de la biodiversité du Congo”**

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Dr Paul Monzambe Mapunzu

“Synthèse du rapport préparé par le groupe de contact de la CEFDHAC portant sur le plan d'action stratégique de la biodiversité du Congo”.

Un article publié dans le **Bulletin de l'ANSD**, volume 1, décembre 2000, pp. 71-96. Kinshasa : Académie nationale des sciences du développement. [Séance du jeudi 6 avril 2000.]

Le Dr Paul Monzambe Mapunzu est docteur en agronomie (génie biologique), professeur à la Faculté des sciences techniques de l'Université de Kinshasa Ngaliema et secrétaire perpétuel de l'ANSD

[M. Michel Maldague, professeur émérite de l'Université Laval et président-fondateur de l'ANSD, nous a obtenu le 10 janvier 2005 l'autorisation de diffuser cet article]

Courriel : michel_maldague@uqac.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 27 juillet 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

Introduction

Première partie : **présentation de la CEFDHAC**

Deuxième partie : **rapport proprement dit**

I. Présentation sommaire des écosystèmes naturels

- 1 Situation géographique, géomorphologique, climatique et
pédologique de la RDC
- 2 Principaux types d'écosystèmes naturels
 - 2.1 Répartition
 - 2.2 Superficie des écosystèmes naturels
 - 2.3 Description et caractéristiques des écosystèmes naturels
 - 2.4 Problématique de la dégradation des écosystèmes naturels en
RDC
 - 2.5 Problèmes identifiés et pistes de solutions
- 3 Statut et gestion des écosystèmes naturels
- 4 Planification nationale de la gestion environnementale
 - 4.1 Secteur forestier
 - 4.2 Secteur des ressources halieutiques
 - 4.3 Secteur des aires protégées

II. Gestion et utilisation des ressources de la biodiversité

- 1 Aires protégées
 - 1.1 Les différentes aires protégées au Congo
 - 1.2 État de la protection des écosystèmes naturels dans les aires
protégées
 - 1.3 Principaux problèmes de gestion
 - 1.4 Piste de solutions

2 [Forêts et produits forestiers non-ligneux](#)

2.1 [Principales formations forestières](#)

2.2 [Aménagement des forêts](#)

2.3 [Potentialités forestières](#) (volumes ligneux sur pied)

2.4 [Exploitation forestière](#)

2.5 [Exploitation pour le bois de feu](#)

2.6 [Exploitation des produits forestiers non ligneux](#)

2.7 [Évolution et tendances de la végétation ligneuse naturelle](#)

3 [Faune sauvage](#)

4 [Agriculture](#)

5 [Pêche](#)

5.1 [Les plans d'eau de la RDC](#)

5.2 [Méthode d'exploitation des ressources halieutiques](#)

5.3 [Principales menaces dans les zones de pêche](#)

III. [Analyse critique de la gestion actuelle des ressources biologiques](#)

M. Dr Paul Monzambe Mapunzu

Docteur en agronomie, professeur à la Faculté des sciences techniques,
Université de Kinshasa Ngaliema
Secrétaire perpétuel de l'ANSD

“Synthèse du rapport préparé par le groupe de contact
de la CEFDHAC portant sur le plan d'action
stratégique de la biodiversité du Congo”.

Un article publié dans le **Bulletin de l'ANSD**, volume 1, décembre 2000, pp. 71-96. Kinshasa : Académie nationale des sciences du développement. [Séance du jeudi 6 avril 2000.]

M. Dr Paul Monzambe Mapunzu

Docteur en agronomie, professeur à la Faculté des sciences techniques,
Université de Kinshasa Ngaliema
Secrétaire perpétuel de l'ANSO

République Démocratique du Congo
Académie nationale des sciences du développement (ANSD)

SÉANCE
du jeudi 6 avril 2000

Professeur Dr Monzambe Mapunzu
Membre du Groupe de contact national de la Conférence sur les écosystèmes
des forêts denses et humides d'Afrique centrale (CEFDHAC)
Membre de l'Académie

“Synthèse du rapport préparé par le groupe de contact de la
CEFDHAC portant sur le plan d'action stratégique de la biodiversité
du Congo”

Bulletin de l'ANSD, vol. I, décembre 2000, pp. 71-96.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Sous la direction de M. Ipakala Yobwa, Correspondant national de la Conférence sur les écosystèmes des forêts denses et humides d'Afrique centrale (CEFDHAC), une rencontre du Groupe de contact national de cette institution internationale s'est tenue, le 1er mars 2000, à Kinshasa, pour avaliser son rapport relatif au Plan d'action stratégique de la biodiversité au Congo.

Il s'agit de la contribution nationale à l'élaboration du *Plan d'action stratégique* (PAS) qui vise la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité du bassin du Congo.

Compte tenu de l'importance que revêt la biodiversité dans la survie de l'espèce humaine en général et dans le développement durable de nos populations (actuelles et futures) en particulier, j'ai jugé utile, en tant que membre du *Groupe de contact national* de la CEFDHAC), de partager avec vous quelques aspects de ce volumineux et riche rapport d'une centaine de pages.

Avant d'entrer dans le corps de ce rapport, il est souhaitable de vous présenter brièvement ce qu'est la CEFDHAC. Aussi, cet exposé sera-t-il structuré comme suit :

- Première partie : présentation de la CEFDHAC ;
- Deuxième partie : rapport proprement dit :
 - I. Présentation et description des écosystèmes naturels.
 - II. Problématique de la gestion et de l'utilisation des ressources de la biodiversité (aires protégées ; forêts et produits forestiers non ligneux ; faune sauvage ; agriculture et pêche).
 - III. Analyse critique de la gestion actuelle des ressources biologiques.
Cette partie constitue la conclusion du rapport.

Première partie :

présentation de la CEFDHAC

Conférence sur les écosystèmes des forêts denses et humides d'Afrique centrale

[Retour à la table des matières](#)

La CEFDHAC est une institution de la sous-région des pays d'Afrique centrale qui a été créée pour deux raisons : d'une part, pour tenir compte des grands enjeux que représente la gestion durable des forêts du Bassin du Congo ; d'autre part, pour répondre à la nécessité qu'il y a :

- d'engager une réflexion, à l'échelle sous-régionale, regroupant les politiques (parlementaires et ministres), les techniciens, le secteur privé et les organisations non gouvernementales, sur les problématiques de la gestion durable de ces forêts
- de susciter un engouement pour elles ;
- d'améliorer les connaissances et l'information que l'on a de ces forêts pour améliorer la conservation et l'utilisation des ressources qu'elles recèlent ;
- de mobiliser les ressources nécessaires à leur gestion durable.

Ainsi, la CEFDHAC apparaît comme la concrétisation de la volonté politique des États d'Afrique Centrale, réunis à Brazzaville, du 28 au 30 mai 1996. Elle constitue un cadre de concertation en vue d'une gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale.

Elle est ouverte à tous les intervenants du secteur forestier de la sous-région, notamment les politiques, les techniciens, le secteur privé et les ONG, qui souscrivent à la Déclaration de Brazzaville.

Actuellement, les pays concernés sont le Burundi, le Cameroun, la République Centrafricaine, la République du Congo, la République Démocratique du Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Rwanda et São Tomé et Príncipe.

C'est donc en vue d'élaborer un plan d'action stratégique pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité forestière en Afrique centrale que le rapport qui va être présenté a été conçu pour notre pays (la RDC).

Deuxième partie

Le rapport proprement dit

[Retour à la table des matières](#)

Le rapport résulte de la compilation des données et des informations contenues dans divers documents de planification stratégique, produits dans le pays (forêts, environnement, gestion de l'eau, lutte contre la désertification, etc.) ainsi que dans divers plans sectoriels visant l'aménagement des ressources naturelles.

1. Présentation sommaire des écosystèmes naturels

1.1 Situation géographique, géomorphologique, climatique et pédologique de la RDC

[Retour à la table des matières](#)

La RDC est située, de part et d'autre de l'Équateur, entre 5°20' de latitude Nord et 13° 27' de latitude Sud ; elle s'étend entre 4° 12' et 31° 00' de longitude Est. Avec une superficie de 2.345.000 km², elle occupe la troisième place, en Afrique, après l'Algérie et le Soudan.

Le relief se résume en une vaste cuvette centrale (750.000 km²), entourée de plateaux et de montagnes. L'altitude va du niveau de la mer (au sud-ouest) à 5.119 m à l'est (Mont Ruwenzori). La cuvette centrale est bordée, au sud, par les plateaux du Kwango et du Kasai,

prolongés par les hauts plateaux du Katanga, à la limite du partage des eaux des bassins du Congo et du Zambèse. La limite orientale du pays est marquée par l'immense fracture du Rift africain, occupée par une série de lacs et entourée de massifs montagneux, localement volcaniques.

La cuvette centrale est caractérisée par des formations sédimentaires, datant de plusieurs millions d'années, entourées d'une demi-couronne, allant du nord du pays, en passant par l'est, jusqu'au sud-est, et constituée de formations précambriennes et d'un socle. Ce dernier réapparaît dans la chaîne montagneuse côtière du sud-ouest du pays (région du Mayumbe).

Le climat est de type tropical, caractérisé par des précipitations annuelles, allant de 810 mm, sur les côtes, jusqu'à plus de 2.000 mm dans le bassin central. Les températures moyennes oscillent entre 24-25 °C et peuvent descendre à 18-20 °C aux hautes altitudes. L'humidité relative varie entre 70 et 85%. La variété du climat se traduit par une grande diversité de la flore et de la faune qui font de la RDC l'un des pays à mégadiversité biologique.

Les sols sont en grande partie de type ferrallitique (***), résultant de la décomposition profonde, rapide et complète du matériau parental, sous un climat chaud et humide. Ces sols sont d'autant plus pauvres que les processus de ferrallitisation sont plus avancés. Les sols fertiles sont sporadiques et de superficie restreinte.

1.2 Principaux types d'écosystèmes naturels

1.2.1 Répartition

[Retour à la table des matières](#)

En s'inspirant des travaux de White (1981, 1986) et de Doumengue (1990), dix-neuf types d'écosystèmes naturels (souvent avec des variantes édapho-climatiques) sont rencontrés en RDC et se répartissent comme suit

A. Type forestier

- 1° Forêts marécageuses (cinq variantes).
- 2° Forêts ombrophiles guinéo-congolaises (quatre variantes).
- 3° Forêts ombrophiles de transition.
- 4° Forêts afro-montagnardes (cinq variantes).
- 5° Bambousaies afro-montagnardes.
- 6° Forêts sèches zambésiennes (deux variantes).
- 7° Forêts claires zambésiennes.
- 8° Forêts soudaniennes.
- 9° Bambousaies à *Oxythenanthera abyssinica*.
- 10° Forêts sclérophylles du littoral.
- 11° Mangroves.

B. Type mixte et savanicole

- 12° Fourré à végétation sclérophylle.
- 13° Savane boisée.
- 14° Savane herbeuse.
- 15° Steppe herbacée.

C. Type aquatique (lacustre, fluviale, marin et côtier)

- 16° Lacs de l'Est et dépression de Kamalondo.
- 17° Lacs de la Cuvette centrale.
- 18° Fleuve Congo et affluents.
- 19° Habitats marins et côtiers.

1.2.2 Superficie des écosystèmes naturels

[Retour à la table des matières](#)

À partir de la planimétrie des formations, individualisées par White (1981) comme écosystèmes naturels, McKinnon (1986) rend compte de la situation suivante (voir tableau 1).

Tableau 1.
Les écosystèmes naturels de la RDC
et leur superficie (McKinnon, 1986)

Habitats naturels	Surface (km ²)
I. FORETS DENSES (1.381.009 km² ; 58%)	
- Forêts marécageuses	148.800
- Mosaïque de forêt marécageuse et de forêt ombrophile guinéo-congolaise (type relativement humide).....	197.109
- Forêt ombrophile guinéo-congolaise (type relativement humide).....	617.200
- Forêt ombrophile guinéo-congolaise (type relativement sec)	339.300
- Forêt ombrophile de transition	22.200
- Forêt afro-montagnarde indifférenciée	54.100
- Mangrove	2.500
II. FORETS OUVERTES (412.600 km² ; 17%)	
- Forêt claire zambésienne de type Miombo	365.000
- Mosaïque de forêt sempervirente sèche zambésienne et de forêt claire de type Miombo relativement humide	32.000
- Forêt claire indifférenciée soudanienne	2.700
- Formation herbeuse boisée secondaire à <i>Acacia polyacantha</i> ..	12.900
III. MOSAÏQUE DE FORETS ET DE SAVANES ARBORÉES ET HERBEUSES (22%)	
- Mosaïque de forêt ombrophile guinéo-congolaise et de savane herbeuse, de forêt claire à <i>Isobertia</i> et de savane herbeuse	395.000
- Mosaïque de forêt ombrophile, de forêt claire à <i>Isobertia</i> et de savane herbeuse	7.100
- Mosaïque de forêt ombrophile planitiaire, de forêt sempervirente sèche zambésienne et de savane herbeuse	4.700
- Mosaïque de forêt claire zambésienne de type relativement humide et de savane herbeuse.....	2.100
- Mosaïque de formation buissonnante (fourré) sempervirente et de savane herbeuse boisée à <i>Acacia</i> ou <i>Isobertia</i>	70.200
IV. FORMATIONS AQUATIQUES (lacs, fleuves, etc.) (environ 3%)	71.700

1.2.3 Description et caractéristiques des écosystèmes naturels

1.2.3.1 Écosystèmes forestiers

[Retour à la table des matières](#)

Dans cette partie, le rapport décrit chaque écosystème forestier, en précisant, chaque fois, la flore et la faune caractéristiques. Sans entrer dans les détails, nous avons les écosystèmes forestiers suivants :

- 1° Les forêts marécageuses avec cinq variantes :
 - les forêts ripicole colonisatrices
 - les forêts riveraines ;
 - les forêts périodiquement inondées ;
 - les forêts marécageuses proprement dites ;
 - les forêts vallicoles alluviales.
- 2° Les forêts ombrophiles guinéo-congolaises avec quatre variantes :
 - les forêts ombrophiles guinéo-congolaises sempervirentes et semi-sempervirentes à une seule espèce dominante ;
 - les forêts ombrophiles guinéo-congolaises semi-sempervirentes humides mélangées ;
 - les forêts ombrophiles guinéo-congolaises semi-sempervirentes périphériques sèches ;
 - les forêts ombrophiles guinéo-congolaises secondaires.
- 3° Les forêts ombrophiles de transition.
- 4° Les forêts afro-montagnardes avec cinq variantes ;
 - les forêts ombrophiles afro-montagnardes ;
 - les forêts afro-montagnardes indifférenciées ;
 - les forêts afro-montagnardes à une seule dominance ;
 - les forêts secondaires de montagne ;
 - les forêts broussailleuses.

- 5° Les bambousaies afromontagnardes.
- 6° Les forêts sèches zambésiennes, avec deux variantes ;
 - les forêts sèches sempervirentes zambésiennes ;
 - les forêts sèches sempervirentes de transition.
- 7° Les forêts claires zambésiennes, avec deux variantes :
 - les forêts claires de transition zambésiennes ;
 - les forêts claires zambésiennes.
- 8° Les forêts claires soudaniennes avec deux variantes :
 - les forêts claires à *Isobertia* ;
 - les forêts claires indifférenciées soudaniennes à *Acacia*.
- 9° Les bambousaies à *Oxytenanthera abyssinica*.
- 10° Les forêts sclérophylles, du littoral.
- 11° Les mangroves.

1.2.3.2 Écosystèmes de type mixte et savanicole

- 1° Le fourré à végétation sclérophylle, le buisson épais à apparence savanicole.
- 2° La savane boisée.
- 3° La savane herbeuse, dominée à 90% par les graminées.
- 4° Les steppes herbacées, dominées par des graminées de petite taille (30 à 50 cm de hauteur).

1.2.3.3 Écosystèmes aquatiques

- 1° Les lacs de l'Est

Ils sont situés entre les montagnes du graben africain qui manifeste, de temps à autre, d'importantes activités volcaniques. Ils se situent à la frontière de l'Uganda, du Rwanda, du Burundi, de la Tanzanie et de la Zambie.

Du nord au sud, se trouvent les lacs Albert, Édouard, Kivu, Tanganyika et Moero. Le lac Upemba et les lacs de retenue de la dépression de Kamalondo, au Katanga, sont plutôt des lacs intérieurs.

Le tableau 2 donne une synthèse des caractéristiques biophysiques de quelques-uns de ces lacs.

<p style="text-align: center;">Tableau 2. Quelques caractéristiques biophysiques les lacs de l'Est</p>						
Nom	Altitude (m)	Prof. Max. (m)	Prof. Moy. (m)	Superficie (km ²)	Nbre d'esp. de poisson	pH
Albert	618	58	25	5.270	46	8,4 -9,5
Édouard	914	117	34	2.300	46	8,5 – 9,3
Kivu	1.463	489	240	2.370	25	7,0 – 9,1
Tanganyika	773	1.435	700	32.900	214	7,3 – 8,5

a) Le lac Albert fait partie du système hydrographique du bassin du Nil. Sur les 46 espèces de poissons qu'il contient, 28 espèces appartiennent à la famille des Cichlidés.

b) Le lac Édouard fait aussi partie du système hydrographique du Nil. Il coule vers le nord et se déverse dans le lac Albert par la rivière Semliki.

c) Le lac Kivu appartient au bassin hydrologique du Congo, et ses eaux s'écoulent vers le sud par son déversoir - la rivière Ruzizi - qui le relie au lac Tanganyika.

d) Le lac Tanganyika est considéré comme une mer intérieure qui renferme des biotopes aquatiques hautement stratifiés et diversifiés. La pêche au lac Tanganyika a un potentiel de 295.000 tonnes de poisson par an. *Stolothrissa tanganyicae* (fretin, nganga) appartient aux Clupéidés pélagiques qui constituent 80% de la capture de ce lac.

e) Le lac Moero couvre une superficie de 2.500 km² dont 1.950 sont en territoire congolais.

f) La dépression de Kamalondo et les deux lacs de retenue (Tshangalele et N'Zilo). Cette dépression est située à la confluence de la Lualaba et de la Lufira et constitue une des sources les plus importantes du fleuve Congo. Les lacs de la dépression de Kamalondo

couvrent une superficie de 6.256 km² dont le lac Tshangalele qui couvre 446 km² et le lac N'Zilo qui s'étend sur 280 km². La faune ichthyologique est très variée.

2° Les lacs de la Cuvette Centrale : Tumba et Mai-Ndombe

a) Le lac Tumba couvre une superficie de 765 km² ; Ses eaux sont riches en matières humiques. Malgré une pollution persistante, la faune piscicole s'y est adaptée.

b) Le lac Mai-Ndombe couvre une superficie de 2.325 km² et se situe à l'une des altitudes les plus basses de la Cuvette Centrale (environ 400 m). Ses eaux sont surchargées de matières organiques qui favorisent une importante eutrophisation s'accompagnant d'une diminution la teneur en oxygène de l'eau. C'est pourquoi, ce lac est peu poissonneux, et les rares poissons qui s'y trouvent ont tendance à migrer vers le fleuve Congo. Ses eaux et celles de ses affluents seraient improductives à cause de leur acidité (pH = 3,5 - 4,5).

3° Les fleuves et les affluents

Les fleuves Congo et Ubangi et leurs affluents forment le réseau hydrographique, hautement vascularisé, du Congo.

Les berges constituent des biotopes de prédilection pour les Invertébrés aquatiques, très appréciés des Congolais : Crustacés (Kosa Kosa) ; Mollusques (Escargots) ; etc.

La faune ichthyologique du fleuve Congo peut être subdivisée en cinq groupes, géographiquement différenciés :

a) À l'embouchure, connue les eaux du fleuve ne se mélangent pas complètement aux eaux salées de l'océan, on trouve, en leur point de contact, une faune ichthyologique variée (poissons marins, poissons d'eau douce, poissons marins et dulcicoles).

b) Entre Borna et Matadi, on capture davantage de poissons d'eau douce que de poissons de mer.

c) Entre Matadi et Kinshasa, on trouve des espèces torrentielles qui résistent aux courants (rapides) en adhérant aux fonds rocheux (Ciprinidés, Cichlidés, etc.).

Dans les environs de Mbanza-Ngungu, vit le barbeau (*Caecobarbus geertsii*), une espèce adaptée aux grottes calcaires.

d) Du Pool Malebo aux chutes Wagenia (Kisangani), vivent des poissons endémiques de la Cuvette Centrale.

e) Enfin, des chutes Wagenia en direction du Katanga, se rencontrent des espèces nilotiques et celles du bassin du Zambèze.

4° Les habitats marins et côtiers du bief maritime de la RDC

La côte congolaise sur l'océan Atlantique ne mesure que 37 km de long. Elle est caractérisée par l'estuaire du fleuve Congo où les eaux dulcicoles se mélangent aux eaux saumâtres ; on distingue :

a) Les eaux marines profondes.

b) Les eaux côtières qui baignent des mangroves à palétuviers, à Bornia, et des beiges sablonneuses, à Moanda.

1.2.4 Problématique de la dégradation des écosystèmes naturels en RDC

[Retour à la table des matières](#)

Les surfaces occupées par les formations végétales naturelles et modifiées sont données au tableau 3, basé sur les travaux de Doumenge (1990).

Tableau 3. Surfaces occupées par les habitats naturels et modifiés
(source : FAO et PNUE (1981) tableau adapté de Doumenge, 1990)

Formation végétale	Superficie (km ²)	Superficie (% du pays)
Forêts denses	1.057.500	45,1
Forêts ouvertes, dont savanes arborées	718.400	30,6
Formations arbustives	113.000	4,8
Jachères de formations forestières	184.000	7,8
Terres agricoles	51.200	2,2
Végétations herbeuses, zones sans végétation y compris agglomérations et infrastructures	143.500	6,1
Total des terres	2.267.600	96,7
Habitat aquatique	155.000	3,3
Total	2.345.000	100,00

D'une façon générale, on peut dire que les habitats modifiés par l'homme occupent 16% (Doumenge, 1990) à 28% (Inst. int pour l'env. et le dév., 1988) du territoire national.

Ces habitats se sont modifiés à la suite des activités de l'homme, à savoir :

- les exploitations agricoles et forestières ;
- l'exploitation du bois de chauffe et du charbon de bois ;
- les activités industrielles et les exploitations minières (remblais, etc.) ;
- les constructions d'infrastructures (routes, etc.) ;
- d'autres facteurs (braconnage, chasse, feux de brousse, tourisme, etc.).

C'est pour préserver les habitats naturels que la RDC s'est dotée d'un réseau important de parcs nationaux (environ 3,5% du territoire national) et de réserves forestières et faunistiques.

1.2.5 Problèmes identifiés et pistes de solutions

[Retour à la table des matières](#)

Les problèmes de la dégradation des écosystèmes naturels en RDC ont été identifiés. Ils ont été, par la suite, classés par ordre de priorité par consensus en tenant compte des critères suivants : le nombre de personnes affectées ; l'impact sur l'économie ; l'impact sur la pauvreté ; l'urgence de la solution ; la santé publique l'irréversibilité de la situation causée par le problème.

Le tableau 4 présente, suivant l'ordre de priorité, les problème de gestion des écosystèmes naturel.

Tableau 4.

Ordre de priorité des problèmes de gestion environnementale identifiés

Priorité	nature du problème
1.	Pollution et altération des eaux des lacs de l'Est
2. a.	Déforestation de la forêt dense ombrophile
b.	Destruction de la forêt ombrophile de transition
c.	Élimination de la forêt afro-montagnarde
d.	Destruction de la savane boisée
e.	Pollution et altération des eaux fluviales et riveraines
3. a.	Disparition des forêts sèches zambésiennes
b.	Disparition des forêts claires zambésiennes
c.	Pollution et destruction des mangroves
d.	Destruction de la savane herbeuse
4. a.	Destruction de la bambousaie afro-montagnarde
b.	Pollution du eaux maritimes et côtières
c.	Altération et pollution des eaux des lacs de la Cuvette Centrale
5. a.	Disparition de la forêt claire soudanienne
b.	Perte de la bambousaie à <i>Oxythenantera abyssinica</i>
c.	Destruction de la forêt ombrophile du littoral

Quant aux pistes de solutions, cinq actions ont été retenues et se rapportent à la gestion durable des écosystèmes naturels ; leur coût total atteint 14.856.000 USD, réparti comme suit :

Actions prioritaires	Coût (USD)
1. Organiser une concertation avec les pays limitrophes en vue d'une cogestion anti-polluante des lacs de l'Est	1.242.000
2. Réduire la pression sur la forêt dense ombrophile guinéo-congolaise	658.000
3. Réhabiliter quatre aires protégées de forêts ombrophiles de transition et des forêts afro-montagnardes	6.000.000
4. Promouvoir l'agroforesterie dans les savanes boisées	1.360.000
5. Gérer durablement les forêts denses ombrophiles	5.596.000

1.3 Statut et gestion des écosystèmes naturels

[Retour à la table des matières](#)

En ce qui concerne les aspects juridiques, le rapport donne les précisions suivantes :

1. Jusqu'en 1966, le régime foncier était régi par la loi « Bakajika » ; celle-ci reconnaissait à l'État la plénitude de ses droits fonciers sur l'ensemble de l'étendue nationale, tout en respectant les titulaires de droits fonciers et coutumiers antérieurs.

Cette loi a été remplacée, en 1973, par la loi foncière no 73/021 du 20 juillet 1973 qui stipule tout simplement que « *les terres ainsi que les produits de la terre appartiennent à l'État.* » Suivant ces termes, la population ne dispose plus que d'un droit de jouissance limité.

2. Le domaine forestier reste jusqu'ici régi par le décret royal du 11 avril 1949 auquel se sont greffés quelques textes légaux se rapportant à l'exploitation forestière et regroupés dans « le *Guide de l'exploitant*

forestier ». Un projet de loi, portant code forestier, a été préparé en 1979, puis révisé et amendé en 1989, mais n'a jamais été promulgué.

3. Les aires protégées et la chasse sont réglementées par la même loi no 82-002 du 28 mai 1982. Cette loi reconnaît deux types de chasse : la chasse sportive et la chasse coutumière (traditionnelle).

4. La pêche est régie par le décret du 21 avril 1937, amendé par plusieurs textes législatifs dont le décret du 27 juin 1960, qui reste désuet par rapport aux réalités actuelles.

5. Les terres agricoles sont régies par la loi foncière ; néanmoins, l'État reconnaît les droits traditionnels et coutumiers dans l'acquisition des terres.

6. Le régime juridique de la gestion des plans d'eau n'est pas encore clairement défini au Congo. Par contre, les plans d'eau partagés sont de juridiction internationale et régis conformément aux conventions en la matière.

1.4 Planification nationale de la gestion environnementale

[Retour à la table des matières](#)

Conscient de l'importance de ses ressources naturelles pour le bien-être de sa population, le pays s'est doté d'une stratégie nationale de gestion de l'environnement, traduite, depuis 1996, dans son *Plan national d'action environnementale*. Elle constitue un cadre de référence pour les différentes actions devant concourir à l'exploitation durable des ressources.

Cependant, certains plans sectoriels - relatifs aux forêts, aux ressources halieutiques, aux aires protégées -, portant sur l'orientation des politiques et la gestion des ressources naturelles, ont été élaborés.

1.4.1 Secteur forestier

[Retour à la table des matières](#)

Le secteur forestier, dans son sens le plus restreint - limité à la matière ligneuse

est sans doute celui qui a fait le plus l'objet d'une planification soutenue, étant donné son importance et sa contribution potentielle au développement socio-économique du pays.

À ce jour, quelques plans d'aménagement des forêts ont été élaborés, notamment pour les forêts du Bas-fleuve, les forêts claires du Katanga méridional et Pour celles des montagnes du Nord-Kivu. Ces plans visent essentiellement l'exploitation soutenue de la matière ligneuse sans compromettre le capital initial.

1.4.2 Secteur des ressources halieutiques

Jusqu'à ce jour, les plans d'eau ont surtout été pris en compte pour leur contribution à la production alimentaire, afin de réduire les importations en produits de la pêche, plutôt que pour assurer leur gestion. C'est ainsi qu'ont été créés successivement le Plan directeur des pêches, le Service national de promotion et de développement de la pêche (SNADEP) et une direction, chargée de la gestion de la pêche et des ressources en eau.

1.4.3 Secteur des aires protégées

[Retour à la table des matières](#)

Les efforts de planification de ce secteur ont porté surtout sur la gestion des parcs nationaux. À cet effet, quelques plans directeurs ont été élaborés mais leur mise en application reste mitigée.

Un plan directeur de développement du tourisme et des aires protégées a été produit en 1995. Il vise la promotion du tourisme sous toutes ses formes, sans préjudices à l'environnement

Il faut signaler, par ailleurs, l'élaboration des plans d'action des réserves de biosphère dont le rôle est de promouvoir la recherche écologique. Parmi les trois réserves de biosphère de la RDC, seule Luki a fait, mais très timidement, l'objet de développement rural intégré. Un programme minimal de réhabilitation de cette réserve est en voie d'élaboration.

II. Gestion et utilisation des ressources de la biodiversité

1. Aires protégées

1.1 Les différentes aires protégées au Congo

[Retour à la table des matières](#)

Les aires protégées en RDC comprennent :

a) Les parcs nationaux (au nombre de sept) :

- Virunga, au Nord-Kivu (800.000 ha ; créé en 1925)
- Garamba, dans la Province Orientale (500.000 ha ; créé en 1938)
- Kahuzi-Biega, au Sud-Kivu (600.000 ha ; créé en 1970) ;
- Salonga, à cheval sur l'Équateur, dans le Bandundu et les deux Kasaï (3.600.000 ha ; créé en 1970) ;
- Upemba, au Katanga (1.000.000 ha ; créé en 1939)
- Kundelungu, au Katanga (210.000 ha ; créé en 1970)
- Maiko, dans le Maniema/Sud-Kivu (1.000.000 ; créé en 1970).

b) Les réserves de biosphère (au nombre de trois)

- Yangambi, Province Orientale (235.000 ha ; créée en 1977)
 - Lufira, au Katanga (14.700 ha ; créée en 1979) ;
 - Luki, dans le Bas-Congo (33.000 ha ; créée en 1979).
- c) Les réserves forestières (au nombre de 200), réparties comme suit
- Bandundu (1) - Kasai Occidental (21)
 - Bas-Congo (26)..... - Kasai Oriental (15)
 - Équateur (3) - Kivu (83)
 - Province Orientale (20) - Katanga (31)
- d) Domaines de chasse (15), répartis comme suit :
- Province Orientale (7) : Azandé ; Bili-Uéré ; Bomu ; Gangala na Bodio; Maïko-Pange ; Mondo-missa ; Rubi-Tele.
 - Katanga (4) : Basse-Kondo ; Bena-Mulundu ; Bushimanie ; Lubudi-sapwe.
 - Maniema (1) : Luama.
 - Nord-Kivu (1) : Rutshuru.
 - Bandundu (1) : Mangaï.
 - Kinshasa (1) : Bombo-Lumene.
- e) Jardins zoologiques et botaniques (6)
- Jardin zoologique de Lubumbashi (16 ha ; créé en 1932).
 - Jardin zoologique de Kinshasa (8 ha ; créé en 1936).
 - Jardin zoologique de Kisangani (84 ha ; créé en 1955).
 - Jardin botanique de Kisantu (215 ha ; créé en 1900).
 - Jardin botanique d'Eala (371 ha ; créé en 1900).
 - Jardin botanique de Kinshasa (8 ha ; créé en 1936).

1.2 État de la protection des écosystèmes naturels dans les aires protégées

[Retour à la table des matières](#)

a) Écosystèmes forestiers : sur les 11 écosystèmes forestiers, sept jouissent d'une relative protection intégrale ou partielle dans le contexte des aires protégées.

En revanche, quatre écosystèmes forestiers (forêts sèches zambésiennes, forêts claires zambésiennes, forêts claires soudaniennes et bambousaies à *Oxythenantera abyssinica* sont à l'heure actuelle fort menacés à la suite de diverses pressions humaines (agriculture, activités industrielles et minières, bois de chauffe et charbon, feux de brousse, etc.). Il convient de prendre des mesures de protection appropriées.

b) Écosystèmes mixtes et savaniques : ce sont surtout les savanes boisées et les savanes herbeuses qui sont l'objet de pression humaine destructrice, même si elles se trouvent dans des aires protégées.

c) Écosystèmes aquatiques : il n'y a que l'écosystème marin du pays (littoral et estuaire) qui est protégé par le parc des Mangroves, créé le 2 mai 1992.

1.3 Principaux problèmes de gestion

[Retour à la table des matières](#)

Les problèmes particuliers de gestion des aires protégées se posent en termes de braconnage et de déforestation, résultant notamment d'agriculture itinérante sur brûlis et de la recherche de bois de feu.

Par ailleurs, certains parcs, situés dans les zones à forte densité de population posent des problèmes, car, selon la logique de cette population, les parcs immobilisent des terres qui devraient être mises à leur disposition pour l'agriculture. C'est le cas de certains parcs de l'Est et du Sud-Est, comme Virunga, Kahuzi-Biega, Upemba et Kundelungu.

En outre, l'état de guerre qu'a connu et connaît encore le pays est venu amplifier le braconnage et le commerce illicite des espèces rares et menacées. Le cas des Gorilles de montagne, dans la Province du Kivu, où des familles entières ont été massacrées, est édifiant

1.4 Piste de solutions

[Retour à la table des matières](#)

Dans le cadre de la mise en œuvre de la *Convention sur la diversité biologique* en RDC, la Stratégie nationale et le Plan d'action de la biodiversité ont identifié 21 thèmes où des lacunes, nuisant à la gestion durable, ont été constatées. Pour chacun de ces thèmes, la problématique a été dégagée, des orientations stratégiques proposées et des actions définies (tableau 5).

Parallèlement, des programmes de sensibilisation et d'éducation mésologique ont été préconisés afin d'amener la population, de façon consciente, à adopter des attitudes favorables en ce qui concerne la gestion durable des ressources biologiques. Il va falloir, par exemple, intensifier des actions compensatrices, susceptibles d'atténuer l'impact de l'homme dans les aires protégées et les réserves apparentées (microélevages villageois, agroforesterie, boisements compensatoires, etc).

2. Forêts et produits forestiers non-ligneux

2.1 Principales formations forestières

[Retour à la table des matières](#)

Les forêts représentent la part la plus importante des écosystèmes naturels de la RDC. Elles couvrent un peu plus de la moitié de l'étendue nationale et constituent environ 47% des forêts denses d'Afrique et 6,5% des forêts tropicales du monde.

D'après la FAO, on peut distinguer trois types de formations forestières, réparties comme suit :

- 1° les formations forestières feuillues denses, avec cinq variantes;
- 2° les formations forestières feuillues ouvertes;
- 3° les formations (essentiellement arbustives).

Tableau 5. *Projets retenus dans le plan d'action national de la biodiversité pour la première phase de sa mise en œuvre*

<i>Titre du projet</i>	<i>coût</i>
1. Développement et réhabilitation des parcs nationaux	6.120.000
2. Production et impression de matériel promotionnel pour l'écotourisme	1.047.200
3. Plans de protection et de réhabilitation des espèces et des écosystèmes menacés	2.151.200
4. Développement de l'Institut des jardins zoologiques et botaniques du Congo	1.913.890
5. Programme de lutte contre les vecteurs du paludisme	1.350.000
6. Stratégie nationale de la biosécurité	325.099
7. Plans de gestion des espèces animales exploitées	1.731.400
8. Plans de gestion des ressources floristiques (forestières) exploitées	3.413.800
9. Programme national de reboisement	122.720.000
10. Programme national d'agriculture durable	1.441.000
11. Étude des impacts de l'exploitation minière sur la biodiversité	219.000
12. Stratégie nationale d'efficacité dendro-énergétique	1.510.800
13. Procédures d'évaluation environnementale	189.500
14. Programme universitaire de recherche et de formation en gestion de l'environnement	260.000
15. Création d'une cellule nationale sur la biodiversité	276.000
16. Loi cadre de l'environnement	345.000
17. Mesures incitatives et instruments économiques	173.000
18. Création d'un point focal national d'échange d'information sur la biodiversité	66.200
Total	145.816.089

2.2 Aménagement des forêts

[Retour à la table des matières](#)

Avant l'indépendance de notre pays, il existait un mode d'aménagement consistant en un enrichissement des forêts, au rythme de 5.000 ha par an, pour la production de bois de chauffe.

Parallèlement à cela, des recherches avaient été menées par l'INEAC sur les méthodes d'enrichissement par layons -mentionnons surtout la méthode sylvobananière - qui ont abouti à l'établissement de plusieurs milliers d'hectares de plantation de limba dans le Mayumbe, au Bas-Congo.

Actuellement, il n'existe pas d'aménagement intensif des forêts en RDC.

2.3 Potentialités forestières (volumes ligneux sur pied)

[Retour à la table des matières](#)

En considérant empiriquement que les volumes utilisables de bois ne sont pas les mêmes pour chacune des catégories d'essence et que le taux de réfaction ¹ varie de 50% (pour les bois blancs de déroulage et de tranchage) à 75% (pour les bois rouges secondaires, autres bois blancs et bois divers), le potentiel forestier est formé essentiellement de plus de 60% de bois rouges secondaires et de bois blanc de tranchage/déroulage.

Ceci découle de l'inventaire réalisé dans le bloc forestier de la Cuvette Centrale qui couvre environ 101 millions ha et représente la quasi-totalité des réserves forestières du pays.

En essayant de regrouper les essences par catégories commerciales et d'évaluer le potentiel en bois commercialisables pour l'ensemble du pays, on constate qu'il y a une proportion de 25%, 33% et 42%, respectivement pour les bois de la catégorie 1, 2 et 3 (tableau 6).

¹ Réfaction : réduction, sur le prix des marchandises, au moment de la livraison, lorsqu'elles ne présentent pas la qualité ou les conditions convenues.

Tableau 6.

Évaluation du bois selon le degré de commercialisation

Essences	Volume brut (m ³ /ha)	Volume commercial (m ³ /ha)	Potent. commerc. total sur pied (million m ³ /ha)
Groupe 1 : essences à commercialisation assurée (Sapelli, Sipo, Kosipo, Tiama, Bossé, Acajou, Iroko, Bubinga, etc.)	9	5,4	430
Groupe 2 : essences à commercialisation moins assurée (Ilomba, Tola, Bilinga, Ako, etc.)	12	7,2	574
Groupe 3 : essences à promouvoir (Niové, Longhi, Padouk, etc.)	15	9	717

2.4 Exploitation forestière

[Retour à la table des matières](#)

La production forestière nationale reste, dans tous les cas, très faible, compte tenu du potentiel sur pied.

L'histoire de l'exploitation forestière en RDC nous renseigne sur l'existence de variations dans la production. Après la deuxième Guerre Mondiale, la production a augmenté régulièrement, vers les années 1950, où elle a dépassé le seuil de 800.000 m³ /an (en provenance, surtout, du Mayumbe), pour chuter à 500.000 m³/an, en 1960. L'exploitation forestière atteindra un maximum relatif de l'ordre de 565.000 M³/an en 1973. De l'ordre de 500.000 m³/an, dans les années 1980, cette production a fortement chuté, durant les années 1990, où elle ne dépasse guère 300.000 m³/an.

Malheureusement, on signale un écart moyen de 70% entre le volume total autorisé et le volume total, déclaré après coupe, à la suite, probablement, de la faiblesse du contrôle.

2.5 Exploitation pour le bois de feu

[Retour à la table des matières](#)

Le prélèvement de bois de feu reste, sans conteste, l'un des principaux problèmes qui contribuent à la dégradation des forêts, car, en effet, le bois contribue, en moyenne, à raison de 90% environ, à la consommation énergétique nationale. Et certaines provinces en dépendent presque exclusivement (tableau 7), comme c'est le cas du Kivu (98,1%), de la Province Orientale (96%), de l'Équateur (95%) et du Bandundu (92%).

La pression de la demande en dendro-énergie est plus forte autour des grandes agglomérations (Kinshasa, Kananga, Mbuji-Mayi, Lubumbashi et Bukavu) qui sont pratiquement situées en zones de savane.

Selon les estimations de la FAO, la déforestation se présente de la manière suivante :

- 165.000 à 180.000 ha/an, en zone de forêts denses ;
- 155.000 à 170.000 ha/an, en zone de forêt claire et de savane boisée.

Le prélèvement de bois de feu contribue, à raison de 50% environ, à cette déforestation, le reste étant la conséquence de l'agriculture, de l'urbanisation et des infrastructures.

2.6 Exploitation des produits forestiers non ligneux

[Retour à la table des matières](#)

Le potentiel en produits forestiers non ligneux, encore dénommés « menus produits forestiers », est important et diversifié. On y rencontre :

- des aliments : légumes sauvages de cueillette ; fruits ; condiments ; champignons ; invertébrés (mollusques, insectes, etc.) ;
- des médicaments (phytothérapie) ;
- des arbres ou des lianes produisant de l'eau à usages multiples (boisson, etc.).

L'exploitation de ces produits reste encore rudimentaire, et ils échappent, le plus souvent, aux statistiques, contribuant, dans une large mesure, au commerce illicite transfrontalier (comme, p.ex., les graines de *Piper guineense*, les écorces de *Rauwolfia*).

Les statistiques sur l'exportation de menus produits forestiers montrent l'existence des produits suivants : les racines, *Rauwolfia*, plantes aquatiques, feuilles de Brindelles *Ancistcladue*, *Funtumia* et les fèves de calabar

2.7 Évolution et tendances de la végétation ligneuse naturelle

[Retour à la table des matières](#)

La situation forestière actuelle devrait connaître, dans les années à venir, une évolution modérée, sans changement majeur susceptible de l'affecter qualitativement. En effet, le développement de l'agriculture continuera de réduire, peu à peu, les superficies forestières qui restent, en majorité, encore peu menacées ; quant au développement de l'exploitation forestière et de la filière bois en RDC, il dépendra de la situation économique générale du pays.

La consommation de bois de feu et de charbon de bois, ainsi que de bois de service devrait évoluer au même rythme que l'accroissement de la population (soit environ 3% l'an).

Par ailleurs, la stratégie proposée, dans le cadre de la dendro-énergie (ou énergie-bois, bois comme source d'énergie), contribuera beaucoup à réduire la pression sur les forêts. Elle comprend les trois actions suivantes :

1. Actions propres à accroître les disponibilités de la dendro-énergie par l'aménagement intensif des forêts existantes et le reboisement.

2. Actions propres à utiliser plus efficacement l'énergie-bois, grâce à l'amélioration des techniques de carbonisation et de combustion (cuisson) et à la récupération des déchets de bois (agricoles et forestiers) ;

3. Actions propres à diversifier les sources d'énergie et leur utilisation par la substitution au bois d'autres formes d'énergie (solaire, éolienne, biogaz, etc.).

3. Faune sauvage

[Retour à la table des matières](#)

Le rapport montre que la faune du Congo est extrêmement variée compte tenu de la variété de ses habitats.

Le pays compte plus de genres de primates que tous les pays du monde et possède plus de la moitié des espèces (421) répertoriées en Afrique.

Certaines espèces, rares ou uniques en Afrique, y sont représentées, par exemple :

- l'Okapi (*Okapia johnstoni*), présent dans l'est du pays et protégé grâce à un réseau de parcs nationaux existants dans la contrée ;
- la Giraffe (*Giraffa camelopardalis*), présente dans le parc national de la Garanmba ;
- le Chimpanzé nain ou Bonobo (*Pan paniscus*), espèce endémique, rencontrée uniquement dans la forêt pluviale, au sud du fleuve Congo, et, actuellement, menacée par la chasse et le déboisement ;
- le Paon congolais (*Afropavo congensis*), qui vit dans les basses terres de la forêt pluviale ; il est plutôt rare, malgré sa vaste aire de répartition.

La faune ornithologique est particulièrement riche et recèle la quasi totalité (91%) des ordres de l'avifaune africaine. Elle compte environ 1.086 espèces dont 128 migratrices.

On dénombre, par ailleurs, 186 espèces d'Amphibiens, 393 espèces de Reptiles, 427 espèces de Mammifères et plus de 1000 espèces de Poissons.

La plupart des spécimens de cette faune sont conservés dans les aires protégées. La forêt de l'Ituri, qui abrite 13 espèces de Primates anthropoïdes diurnes, représente la plus grande diversité connue en Afrique, dans un seul site, et constitue une aire prioritaire pour la conservation des Primates de la forêt pluviale.

En dehors des aires protégées, la faune subit de fortes pressions de la part de l'homme en quête de nourriture, de trophées (ivoire, peau, etc.) ou de spécimens vivants à commercialiser

À cause de la situation socio-politique de notre pays (crise, guerre, etc.), on ne dispose pas d'informations suffisantes sur les espèces menacées, comme :

- le Perroquet gris à queue rouge (*Psittacus erythacus* et le Perroquet vert à calotte rouge (*Poicephalus gulielmi*) ;
- le Rhinocéros blanc (*Ceratotherium simum cottoni*) ;
- le Gorille de montagnes ou de plaines (*Gorilla sp.*) ;
- le Pangolin géant (*Manis gigantea*) ; etc.

4. Agriculture

[Retour à la table des matières](#)

Le rapport trace d'abord l'historique de l'agriculture congolaise, avant et après l'indépendance, jusqu'à nos jours. Il y a coexistence d'une agriculture traditionnelle (itinérante) et d'une agriculture modernisée (grandes cultures monospécifiques).

L'expansion de l'agriculture en DRC, rationnellement ou non, nécessite la conversion des forêts en sites d'exploitation agricole.

À ce jour, on peut dire que par suite de la crise économique, accentuée par les guerres successives que connaît le pays, les cultures vivrières et industrielles ont sensiblement diminué.

Comme la population va en augmentant, il s'ensuivra une pression sur la fertilité des sols. Les sols cultivés deviendront l'objet d'érosion et de désertification, si aucune stratégie de conservation appropriée n'est mise en oeuvre. En effet, dans la province du Nord-Kivu, dans la zone du Parc national des Virunga, la pression de la population et l'existence d'un système foncier féodal sont à l'origine de graves empiétements dans la forêt de Tongo, un habitat très important pour le Chimpanzé.

D'une manière générale, l'impact de l'agriculture sur les ressources naturelles varie considérablement, suivant qu'il s'agit d'une zone forestière ou d'une zone de savane, mais aussi et surtout en fonction de la diversité de la population. En zone à faible densité de population, on pratique surtout un régime agricole extensif ou itinérant, consistant en des cultures mixtes ou en association. En région forestière, les techniques de conservation de l'environnement sont inexistantes, et les paysans ne comptent que sur le recyclage naturel des éléments nutritifs, en pratiquant la mise en jachère des terres exploitées.

Dans les zones à forte densité humaine, existe une réelle concurrence en ce qui concerne l'utilisation des terres, et cela conduit à la dégradation des ressources naturelles à la suite du raccourcissement de la période de jachère.

Les sociétés agro-industrielles se bornent le plus souvent à la monoculture et ont recours, de façon intensive, aux facteurs de production et aux technologies modernes. En revanche, en agriculture traditionnelle, les cultures sont en général mixtes et ne suivent pas d'assolement organisé ; la jachère y est pratiquée dans un but de fertilisation, mais la durée de la jachère séparant les cycles culturaux successifs se raccourcit de plus en plus du fait de l'explosion démographique.

Ces deux systèmes cultureux - traditionnel et moderne -entraînent la dégradation et l'érosion des sols et conduisent rapidement à une surexploitation des ressources naturelles.

5. Pêche

5.1 Les plans d'eau de la RDC

[Retour à la table des matières](#)

Les plans d'eau de la RDC couvrent une superficie de 86.000 km², représentée par trois systèmes : fluvial (58.700 km²) ; lacustre (26.780 km²) et maritime (800 km²). Chaque système dispose de biefs où se pratiquent les activités de pêche.

Le potentiel halieutique national est évalué à 7017.000 tonnes, réparties de la façon suivante : 63%, dans les eaux des grands lacs de l'Est ; 28%, dans le système fluvial ; 8%, dans les lacs de dépression et ceux de retenue du Katanga ; 1%, dans les eaux maritimes.

5.2 Méthode d'exploitation des ressources halieutiques

[Retour à la table des matières](#)

Dans la pratique artisanale de la pêche, la plupart des méthodes utilisées sont préjudiciables à la durabilité des ressources. Ainsi, des méthodes tels que le désherbage des berges, l'usage des plantes ichtyotoxiques et des produits phytosanitaires ont un caractère non sélectif ; elles détruisent, sans discrimination, les géniteurs, les juvéniles et divers microorganismes, tout en provoquant l'altération physique et chimique des milieux aquatiques.

Ces pratiques ont déjà produit les effets suivants :

- la disparition du *Labeo altevelis* au lac Moero ;
- la diminution de la taille de *Oreochromis niloticus* au lac Édouard ;
- la raréfaction du *Citharinus* aux lacs Albert et Tumba ;
- la raréfaction du *Chrysichthys* du fleuve Congo.

La pêche industrielle et semi-industrielle utilisent des navires de pêche motorisés et des intrants divers : sennes tournantes, chalut et filets maillants.

5.3 Principales menaces dans les zones de pêche

[Retour à la table des matières](#)

Le rapport signale que les principales menaces qui pèsent sur les zones de pêche sont principalement différentes formes de pollution qui se présentent suivant différents types :

1° la pollution naturelle des eaux aquatiques où peuvent intervenir la teneur en humus (lac Tumba), la teneur en acidité (lac Mai-Ndombe, pH 3,5 - 4,5) ou en gaz méthane (lac Kivu) ;

2° la pollution d'origine anthropique, qui comprend :

- les matériaux, déposés dans les sources d'eau à la suite de l'érosion provoquée par les activités de l'homme ;
- les effluents industriels (hydrocarbures, eaux résiduelles polluées)

3° la déforestation (cas des Mangroves) et l'explosion démographique (intensité élevée de pêcheurs) constituent d'autres formes de menaces.

III. Analyse critique de la gestion actuelle des ressources biologiques

[Retour à la table des matières](#)

Le rapport se termine par cette troisième partie, qui en constitue la conclusion, en rappelant que les ressources biologiques sont à la base même de la survie de l'espèce humaine. Ces ressources servent de nourriture à l'homme et lui rendent de nombreux services. Il est donc grand temps que chaque pays gère rationnellement les ressources

biologiques dont il dispose, non seulement pour les générations actuelles, mais également pour les générations futures.

La RDC est consciente de ses nombreuses ressources naturelles qui font d'elle un pays à mégadiversité biologique, mais aussi du danger que représente la perte de cette biodiversité.

C'est ainsi que notre pays n'a pas hésité à adhérer à la *Convention sur la biodiversité* en la ratifiant, en septembre 1994, soit environ deux ans après son adoption, lors du Sommet de Rio de Janeiro.

Par ailleurs, la RDC a entrepris, timidement, diverses actions dans le cadre de la mise en oeuvre de la convention, notamment :

- la participation aux différentes réunions et conférences des parties à la convention
- l'élaboration d'une stratégie nationale et d'un plan d'action en matière de diversité biologique.

Au cours de la phase préparatoire à l'élaboration de la stratégie et du plan d'action, 21 thèmes ont été identifiés pour chacun desquels la problématique a été définie, les orientations stratégiques, proposées, et quelques actions, identifiées.

Hélas, on constate des insuffisances à différents niveaux

1° Au niveau institutionnel et politique, on constate :

a) une léthargie en ce qui concerne le fonctionnement de la *Cellule nationale de coordination sur la biodiversité*, créée dans le cadre de la mise en oeuvre de la convention.

Cette léthargie est liée à l'absence de financement, à l'incompétence des animateurs, qui ont été désignés par clientélisme, et à l'absence de plate-forme de concertation entre cette cellule de coordination et les nombreuses institutions, publiques ou privées, impliquées, directement ou indirectement, dans la gestion et dans l'utilisation des ressources environnementales.

C'est ainsi que dans ce rapport, on préconise, à très court terme :

- le renforcement de la gestion et de la réhabilitation des aires protégées existantes afin de générer des recettes, par des activités touristiques, écologiquement saines, en vue de la création de nouvelles aires ou de la sauvegarde de celles qui sont menacées de destruction et de disparition ;
- la création d'une plate-forme de concertation entre les services impliqués dans la gestion de l'environnement.

b) Une perte d'autonomie de deux institutions chargées de la gestion de l'environnement qui existent actuellement, à savoir *l'Institut congolais pour la conservation de la nature* (visant la conservation *in situ*) et *l'Institut des jardins zoologiques et botaniques du Congo* (visant la conservation *ex situ*), et qui sont très limitées dans leur fonctionnement. C'est ainsi que l'on préconise l'autonomie de ces deux institutions.

2° Au niveau financier, on constate

a) l'insuffisance du financement des services impliqués dans la gestion des ressources naturelles ;

b) la mauvaise affectation du *Fonds de reconstitution du capital forestier* (FRCF) que le Gouvernement constitue par des prélèvements auprès des exploitants forestiers ;

c) le manque à gagner financier, lié à la mauvaise volonté des exploitants des ressources naturelles (p.ex., les exploitants forestiers, etc.) qui sous-évaluent leur production et ne respectent pas leurs engagements vis-à-vis des populations qui vivent dans les zones où se déroulent leurs activités.

3° Au niveau juridique et législatif, le secteur des ressources biologiques est essentiellement régi par des lois et des règlements datant de l'époque coloniale. Quelques textes légaux ont été formulés afin de les adapter au contexte socio-économique actuel ; cependant, ces textes ne touchent pas tous les domaines ni les concepts actuellement en vigueur dans le domaine de la biodiversité, comme, p.ex. :

- l'accès aux ressources et le partage, juste et équitable, des bénéfices résultant de l'exploitation des ressources biologiques ;

- la biosécurité et plus spécifiquement la gestion des organismes génétiquement modifiés (OGM) ;
- l'agrodiversité et l'exploitation des ressources phytogénétiques
- l'harmonisation des lois et des règlements en vue de la gestion des ressources transfrontalières (partagées) ; etc.

Pour terminer, nous rappellerons que le présent rapport a été réalisé à la demande de la *Conférence sur les écosystèmes des forêts denses et humides d'Afrique Centrale* (CEFDHAC), dans la perspective de l'élaboration d'un Plan d'action stratégique (PAS) régional, visant les ressources de l'environnement et la biodiversité du bassin du Congo. Nous savons que les trois quarts du bassin du Congo sont inclus dans notre pays (RDC) et renferment les deux tiers de la superficie de son massif forestier tropical, caractérisé par une grande diversité biologique.

Les ressources qui constituent ces différents écosystèmes sont un atout majeur pour le développement durable du pays, mais leur gestion est confrontée à de nombreux problèmes qui ont des effets pervers sur l'environnement et, par le fait même, sur l'économie.

Il est donc grand temps de remettre les pendules à l'heure dans l'intérêt des générations actuelles et futures.

Monsieur le Président de l'Académie,
Chers Académiciens,

Je vous remercie de votre aimable attention.

Fin du texte